



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

New York, le 22 avril 2013

## Dialogue interactif sur l'harmonie avec la nature

Nations Unies

### Déclaration de l'Observateur permanent Miguel Bermeo

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis des nombreux discours pénétrants sur la manière de faire évoluer la relation entre les êtres humains et la nature qui ont été prononcés en cette Journée mondiale de la Terre.

La question de l'harmonie avec la nature est un enjeu fondamental qui nous conduit à repenser le modèle de développement dans une perspective différente. Nul doute qu'elle éclairera les débats engagés à l'ONU sur le programme de développement pour l'après-2015 et sur les futurs Objectifs de développement durable.

A la 128<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP tenue récemment à Quito, les Membres de l'UIP ont tenu un débat sur la nécessité de concilier croissance économique et bien-être. Nombre des questions soulevées durant cette assemblée sont voisines des problématiques soulevées dans notre débat aujourd'hui. Je profite de cette occasion pour vous inviter à lire le compte rendu officiel des débats de la réunion, connu sous le nom de Communiqué de Quito. Vous en trouverez des exemplaires en salle et vous pourrez aussi le consulter en ligne (<http://www.ipu.org/conf-f/128/quito-comm.htm>).

Comme l'indique le Communiqué, dans un monde aux ressources finies, le cycle toujours recommencé de la consommation et de la production à outrance, qui est au cœur du modèle économique actuel, n'est plus soutenable. Non seulement la croissance ne peut suffire pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux de notre temps, mais elle devient même une partie du problème. Il nous faut adopter une approche différente, axée sur le bien-vivre dans toutes ses dimensions si nous voulons que la communauté humaine puisse progresser dans le respect des valeurs fondamentales que sont la paix, la solidarité et l'harmonie avec la nature.

La croissance est certes un préalable du développement, qui a permis à d'innombrables générations d'échapper à la pauvreté, mais il faut s'intéresser davantage à la nature de cette croissance et à la répartition de ses bienfaits. Une croissance forte ne se traduit pas nécessairement par de meilleurs indices de développement et de bonheur humains. En

revanche, avec des politiques sociales avisées, il est possible d'améliorer le bien-être général même dans un contexte de faible croissance économique. Dans les pays en développement, la croissance est indispensable pour venir à bout de l'extrême pauvreté et donner à chacun la possibilité de subvenir à ses besoins. Mais il faut que la durabilité, environnementale et sociale, soit inscrite dans les politiques économiques dès leur conception.

En dernière analyse, le bien-vivre dépend de facteurs humains qui ne sont pas nécessairement liés à une consommation et une production effrénées. L'éducation, la santé, la culture, les loisirs, la pratique d'une religion, la jouissance des droits de l'homme, le contentement affectif et le sentiment d'appartenir à une communauté sont autant d'éléments de ce que l'on entend par bonheur que l'on peut améliorer sans coûts démesurés pour l'environnement et avec d'énormes bénéfices pour la société. Un des volets de la réforme du modèle de croissance et de développement doit porter sur l'amélioration de ces aspects – modèle qui, de fait, nous aidera à vivre en meilleure harmonie avec la nature.

Comme l'a montré l'expérience de plusieurs pays ayant des niveaux différents de développement, les gouvernements peuvent mettre au point des indicateurs qui les aident à appliquer des politiques économiques, sociales et environnementales propres à favoriser le bien-être des populations. Pour mesurer le bien-être national, il est essentiel de trouver des moyens autres que le PIB pour définir la croissance, qui ne doit plus s'exprimer uniquement en termes de production et de consommation, mais aussi en termes de progrès sociaux et environnementaux.

Les politiques de bien-vivre devront viser un meilleur équilibre entre intérêts privés et intérêt général, entre concurrence et coopération, entre investissements privés et investissements publics, de sorte que chacun puisse profiter des biens produits sans pour autant mettre la planète en péril. En d'autres termes, la poursuite du bien-vivre en tant qu'objectif ultime du développement et du progrès exige un nouveau contrat social, aux termes duquel la planète et ses habitants sont une richesse, un capital dont il faut prendre soin.

Je vous remercie et vous félicite de votre contribution à une meilleure connaissance de ces enjeux.